

## Un saut qualitatif?

Gilbert David

Numéro 12, été 1979

Pour les années 80

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/29143ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

### ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

David, G. (1979). Un saut qualitatif? *Jeu*, (12), 237–242.

# d'amateurs

## un saut qualitatif?

En octobre 1978, la Confédération des loisirs du Québec, en collaboration avec la Fédération québécoise du loisir littéraire et l'Association québécoise du jeune théâtre, a mis sur pied un projet de recherche<sup>1</sup> qui trouvera son aboutissement en décembre 1979 alors que se tiendront à Montréal les États généraux du théâtre d'amateurs. Une série de colloques régionaux aura permis de préparer les assises nationales auxquelles sont attendus quelque deux cents participants. Le Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports a injecté \$50 000. dans cette recherche qui vise essentiellement à dégager une politique d'intervention claire dans ce domaine. Par exemple, il n'est pas impossible que les municipalités soient invitées (45 d'entre elles offrent déjà une activité «théâtre») à jouer un plus grand rôle d'encadrement et de soutien au théâtre d'amateurs: quand donc le théâtre aura-t-il l'équivalent de l'une des activités sportives qu'offrent généreusement les villes québécoises? Par ailleurs, il faut bien sûr s'attendre à ce que ces États généraux définissent les besoins et les attentes des premiers concernés.

Déjà un profil de l'activité des amateurs peut être tracé<sup>2</sup>: on a dénombré environ 350 troupes dont une centaine dans la seule région de Montréal. C'est dire l'importance d'une telle activité théâtrale, parallèle au réseau professionnel. Le portait-type d'un groupe d'amateurs a pour principales caractéristiques: 1. Un noyau permanent de moins de cinq personnes qui recrutent au plus une quinzaine de participants (surtout des filles) dont la moyenne d'âge varie de 15 (en milieu scolaire) à 20 ans (en milieu dit «de loisir»). 2. Une production annuelle, parfois deux, que l'on joue entre une et six fois. 3. L'école ou le centre de loisirs sert le plus souvent de support technique (locaux, équipement, animateur) et de lieu de diffusion. 4. Le répertoire privilégié est québécois (auteur ou création collective). 5. Un groupe reçoit annuellement une aide d'environ \$1 000.

### théâtre d'amateurs: un loisir... plus?

La recherche d'un «modèle d'intervention favorisant le développement du théâtre d'amateurs»<sup>3</sup> paraît être une entreprise à la fois urgente et ambiguë. La concertation à laquelle on aspire n'est certainement pas à négliger, mais le H.C.J.L.S. - qui serait bientôt remplacé, dit-on, par un ministère des Loisirs — a-t-il voulu jouer de finesse en ne confiant pas à l'A.Q.J.T. le mandat (et les crédits!) de mener à bon terme une telle recherche? Historiquement l'A.Q.J.T. a pourtant montré toute l'importance qu'elle attachait à ce secteur

1. Le 26 juillet 1979, j'ai rencontré Rémi BOUCHER qui a été engagé comme coordonnateur de toute l'opération.

2. Je m'inspirerai ici largement d'un court article non signé, paru dans *Culture-Loisirs-Québec*, bulletin de la C.L.Q., janvier-février 1979, p. 2.

3. François HUOT cite ici le mandat du Groupe de recherche-action en théâtre d'amateurs dans *Loisir plus*, n° 81, Montréal, mai 1979, «Où logent les amateurs?», p. 10.



*Laissez la marge libre s.v.p. A mitaine, à mi-temps. Victoriaville. (Photo: François Huot)*

théâtral, même si, il faut bien le dire, la valse-hésitation qu'elle a récemment dansée avec ses troupes de métier aura provisoirement occulté cet aspect. On voit mal en tout cas comment l'A.Q.J.T. aurait pu entreprendre seule un tel travail avec des subventions que le M.A.C. s'occupait à réduire et devant la méfiance légendaire du H.C.J.L.S. pour la «culture populaire» en général et le théâtre qui refuse sa réduction à une activité de «temps libre», en particulier. Une fois de plus, l'A.Q.J.T. qui revendique la mixité de ses membres (gens de métier et amateurs) se trouvait écartelée entre deux structures gouvernementales qui la sommaient de choisir un prétendant... Pénalisée par les tenants du théâtre-Culture et du théâtre-Loisirs, l'A.Q.J.T. a fait les frais de ce faux débat. Mais sera-t-elle la seule?

Un problème de taille attend donc les amateurs: puisqu'une structure administrative, en l'occurrence le H.C.J.L.S., les a invités à se regrouper sous son égide, les verrons-nous endosser la philosophie des loisirs de leur tuteur ou basculer franchement du côté du théâtre tout court, fut-il d'amateurs? Il faut s'attendre à ce que le spectre d'une A.Q.J.T. politisée à outrance soit agité pour contenir cette véritable petite bombe théâtrale que sont les amateurs, si j'en juge par les dernières coupures (encore!) qu'a subies l'A.Q.J.T.; le M.A.C. s'arrange-t-il pour que les amateurs n'aient d'autre choix que d'adopter le «modèle» que leur tend un fonctionnaire du loisir?

#### **pour l'unification administrative du théâtre**

Une suggestion de François Huot, pourtant faite dans *Loisir plus*, mérite qu'on s'y attarde:

«Le problème de la culture et du loisir, c'est que la culture se vit durant le temps de loisir, mais que les activités de loisir sont partie intégrante de la culture. Il n'y aura donc jamais de net partage entre les dossiers.

«Aussi, au lieu de s'ingénier à partager les activités en utilisation du «temps professionnel» ou en temps d'utilisation du temps libre, il y aurait peut-être lieu de réunir sous une seule autorité administrative le dossier théâtre et d'articuler intervention et programmes non plus selon les professionnels et les amateurs, mais en fonction des stades de développement de l'activité et des besoins divers: initiation, perfectionnement, aide à la création, à l'équipement, etc. C'est là un modèle. On pourrait en trouver un meilleur tout en conservant le principe de définir les programmes du théâtre et non du statut des individus.»<sup>4</sup>

Certains professionnels du théâtre ont toujours craint d'être assimilés aux amateurs s'ils se trouvaient à frapper à la même porte, c'est-à-dire au M.A.C.; ce dernier a encouragé la césure professionnels/amateurs pour ne pas «dévaluer» une pratique théâtrale encore jeune, mais qu'une trop grande indifférenciation aurait empêché d'être suffisamment aidée. Mais tout cela reste une pure vue de l'esprit quand on sait la circulation que connaît le milieu théâtral: d'une part, la majorité de nos jeunes et moins jeunes professionnels n'ont-ils pas commencé par être des amateurs? D'autre part, les professionnels ne dédaignent pas la compagnie des amateurs quand il s'agit de les animer, de leur donner des ateliers, voire de les intégrer dans des productions...

Par ailleurs, une fois admis que la formation dans les écoles professionnelles actuelles n'est qu'une des voies possibles vers la réalisation d'un travail théâtral de qualité et qu'elle ne saurait alimenter toutes les pratiques théâtrales significatives<sup>5</sup>, n'y a-t-il pas une incohérence à dissocier radicalement deux domaines qui, historiquement et pratiquement, sont en perpétuelle dialectique? Encore faudrait-il que du côté du M.A.C. — et du M.E.Q., puisqu'il s'agit également de formation de l'acteur — une politique théâtrale articulée voit le jour! Cela est loin d'être acquis... Une telle restructuration demanderait un certain temps, des recherches comparées, des crédits substantiels et, sans doute, des États généraux du théâtre tout court. Sans un tel engagement, le M.A.C. manquerait pourtant à sa mission historique qui est de favoriser une activité théâtrale harmonieuse et équilibrée, dynamisante et créatrice.

### **contre un théâtre par la négative**

Revenons cependant au(x) théâtre(s) d'amateurs. Le pluriel n'est pas ici qu'une clause de style: la pluralité des tendances chez les amateurs est une condition de sa pleine vitalité. Il y a là une homologie certaine entre les besoins socio-culturels d'une collectivité et son expression théâtrale diversifiée. L'animation y trouve un terrain d'élection, parce qu'elle favorise une approche empirique, tout en proposant des moyens rigoureux pour éviter l'éparpillement et enclencher un processus créatif conséquent. Là encore, la présence de ces animateurs pourrait être encouragée et leur rémunération à des tarifs professionnels, permettre de résorber une partie du chômage éhonté qui empoisonne toute la profession. Une programme OSE ou ENFIN(!) ne serait pas superflu en l'occurrence.

La nécessité d'un programme d'animation, coordonné tant au niveau régional que national, ne saurait être différée sans frapper de non-sens tous les efforts de la C.L.Q.; s'il s'avérait que cette dernière ne veuille pas «abandonner» le théâtre d'amateurs et que le M.A.C. s'en félicite en croyant «sauver» une part de ses problèmes et de ses crédits, il faudra néanmoins s'assurer que les amateurs ne se retrouveront pas, après leurs États généraux, dans la situation d'un fils prodigue pour lequel on aurait oublié de tuer le veau gras...

4. *Ibid.*, p. 11

5. C'est le cas du théâtre pour la jeunesse, de la formation clownesque, du mime, de la création collective qui ne trouvent dans aucune école professionnelle du Québec un programme de formation adéquat. Ce sont les troupes qui assument présentement, et sans aucune aide spéciale de l'État, au gré de leur disponibilité et de leur recrutement, les charges d'une telle formation.



*Un pied à terre, l'autre dans la rue. Les Trésors oubliés. (Photo: Michel Brais)*

L'animation soutenue des amateurs aurait également une autre vertu: celle d'éviter que les amateurs ne se placent en position de comparaison ou de « concurrent » au théâtre professionnel. Cela s'est vu! Laissés à eux-mêmes, des amateurs peuvent souvent succomber à la tentation de singer les professionnels dans leur répertoire, leur façon de travailler et de jouer, leurs exigences parfois somptuaires du côté de la production (décors, costumes, éclairages, etc.). L'intérêt d'une production d'amateurs vient au contraire de ce qu'elle prend le contre-pied de l'esthétique dominante et qu'elle explore jusque dans le dénuement ses différences; c'est même toute la raison d'être des amateurs que de participer pleinement, par leur invention, à la critique de ce qui se fait et de proposer des visions du monde rafraîchissantes et inattendues.

Aussi, quand on tente de saisir la spécificité du théâtre d'amateurs, il faut d'abord se méfier des caractérisations par la négative: « (...) on peut dire que ce sont des regroupements de personnes que ne font pas du théâtre leur gagne-pain, qui n'ambitionnent pas de le faire non plus, qui n'ont habituellement pas de formation spécialisée en ce domaine (...), qui n'ont pas de productions régulières, et ne rêvent pas secrètement de déloger Louise Marleau ou Albert Millaire.»<sup>6</sup> Et le fait d'ajouter: «Le théâtre n'était alors qu'une forme, un moyen, pas un but en soi, qui débouchait sur bien autre chose»<sup>7</sup> pour tenter de le mieux qualifier, ne règle encore rien parce qu'on y trouve essentiellement l'exposition de *tout théâtre vivant*: «Ce qui nous importe, c'est de produire sur la scène un nouveau genre de divertissement: le divertissement qu'offre la grande et constante productivité de la vie quotidienne. Au-delà des grands caractères, notre regard s'attache à la société qui

6. François BEAULIEU, «À propos du théâtre amateur...», dans *Loisir plus*, n° 83-84, Montréal, juillet-août 1979, p. 11.

7. *Ibid.*, p. 12.



*Il était une fois à Longueuil. Le groupe Ensemble, on s'organise. (Photo: François Huot)*

les a fait naître. L'individu, pour nous, c'est un réseau de relations.»<sup>8</sup>

Amateurs ou professionnels, l'enjeu culturel reste le même. Le degré de raffinement artistique peut varier comme celui de l'investissement social, une chose demeure: le théâtre professionnel ou d'amateurs doit être évalué dans une perspective d'ensemble qui tienne compte des aspects culturels recouverts par l'une et/ou l'autre pratique.

En ce qui concerne le théâtre d'amateurs, il faudrait en finir avec une perception de son activité en tant que forme dégradée, non aboutie ou accidentelle; il faudrait également en finir avec sa réduction à un quelconque divertissement, plus ou moins mondain, alors qu'on a affaire à une expression collective des désirs et des utopies qui traversent la société; cette expression, dans les démarches qu'elle s'invente, fait partie intégrante de la culture d'un peuple.

Oserait-on dire qu'elle se résume à un jeu de diversion et qu'elle ne remplit qu'un rôle de compensation dans un monde où le travail serait aliénant, le «loisir», non?

### **l'argent: un faux problème?**

Une société qui a des prétentions démocratiques sait préserver et augmenter les moyens du théâtre professionnel et d'amateurs et ne les oblige surtout pas à mendier des sommes pourtant dérisoires dans un contexte où la consommation, le prestige et les diktats de la rentabilité menacent de devenir les seuls paramètres de la culture. Si le théâtre, pour agréer les fonctionnaires, doit devenir une industrie comme les autres, eh bien! quelque

8. Manfred WEKWERTH, *La Mise en scène dans le théâtre d'amateurs*, coll. «Travaux» n°-13, Paris, L'Arche, 1971, p. 24.

chose ne tourne pas rond dans les couloirs de l'État. La liberté du théâtre est celle même qui agit une société, qui l'agite aussi. L'État qui assigne au théâtre une importance marginale comme c'est la cas aujourd'hui au Canada/Québec masque mal sa volonté de bafouer l'une des formes les plus ancrées dans la tradition culturelle nationale.

Il faudrait cesser de considérer la culture comme un «cadeau» que l'État consentirait à la collectivité avec l'obligation faite aux artistes de secréter en échange un miel propre à satisfaire les foules; c'est là la fonction de l'«entertainment» auquel s'emploie une multitude de marchands et de vendeurs de chimères qui s'affairent à nous lancer à tout coup de quoi nous occuper dans un monde où il n'est plus bon d'être préoccupé...

Le théâtre dont je parle sera toujours menaçant, dans son plaisir et ses excès, dans ses crises et dans ses cris. C'est là tout son matériau. On est en droit de se demander quelle société se prépare quand l'énergie de l'imaginaire est déviée vers le labyrinthe des loisirs, quand elle est dévoyée par une attitude méfiante, avare et agacée.

### **un «bond-gouvernement»?**

À quoi se reconnaît le «préjugé favorable» d'un gouvernement envers la majorité des citoyens? À son souci de lui assurer un monde matériel et spirituel qui lui permette de se réaliser dans la liberté, qui lui ouvre largement le champ de l'expression et qui lui donne les moyens de se faire entendre et de changer. Dans la mesure où la culture n'est pas la propriété de l'État, celui-ci n'a pas le mandat d'en rétrécir la portée par une ponction des subventions, qui ressemble à un déni de liberté. L'État peut certes, s'il est prudent et s'il consulte abondamment les milieux concernés, infléchir par ses politiques une pratique qui en aurait grand besoin. Mais avant de couper dans la liberté des autres, il serait bien avisé de nous expliquer son propre train de vie.

Préservé des sautes d'humeur du Conseil du Trésor ou des manipulations imprévisibles qui affectent l'enveloppe culturelle, le théâtre gagnerait, et avec lui toute la collectivité, à quitter le régime discrétionnaire dont il est la victime année après année<sup>9</sup>.

Le saut qualitatif qui attend peut-être le théâtre d'amateurs est indissociable du bond quantitatif qu'il devra connaître au plan de l'aide étatique. Pareillement, l'ensemble de la pratique théâtrale devrait se préparer à réclamer une analyse en profondeur de l'action des gouvernements à son égard. L'État devrait même l'y aider, s'il tient, comme il le clame, à la culture de ce peuple et à la vivacité de son expression.

Là encore, il conviendrait d'en faire une bonne occasion de mesurer la performance culturelle d'un gouvernement qui, s'en est-il aperçu?, doit beaucoup au désir de changement que notre théâtre véhicule depuis au moins dix ans.

**gilbert david**

9. Pourquoi ne pas établir, par exemple, un pourcentage statutaire en fonction du P.N.B., de la courbe inflationniste et autres facteurs économiques? Une étude en ce sens mériterait sûrement d'être faite. Il y a toujours, bien sûr, la revendication du 1% du Budget pour la culture...